



La transition de l'Economie Informelle vers l'Economie Formelle" Atelier Régional de Consultation pour l'Afrique - La voie à suivre pour les travailleurs informels

par Sharon Pillay, chargée des médias et de publicité pour StreetNet

L'atelier régional de consultation pour l'Afrique a eu lieu du 13 au 14 Mars à COSATU House à Johannesburg. Le but de l'atelier était de préparer les travailleurs informels sur les discussions qui auront lieu à la Conférence Internationale du Travail (CIT) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en Mai-Juin de cette année. L'atelier a été organisé par WIEGO (Women in Informal Employment, Globalising and Organising). L'équipe de travail sur les travailleurs vulnérables de COSATU a accueilli l'atelier.

Globalement, la majorité de travailleurs dépendent de l'économie informelle comme moyen de survie. En Afrique du Sud, 1 travailleur sur 3 est informel. Et dans certains pays, jusqu'à 9 sur 10 travailleurs sont dans l'économie informelle. La crise économique mondiale a contribué à la croissance de l'économie informelle, car beaucoup de gens qui se retrouvent sans emploi, sont obligés de trouver une autre façon de gagner leurs vies. L'économie informelle a attiré des groupes les plus vulnérables de la population, notamment les jeunes, les personnes âgées, les migrants, les minorités ethniques et les femmes.

Au cours de l'atelier, les travailleurs du secteur informel ont participé à la rédaction d'une plate-forme contenant leurs revendications qui seront discutées largement entre les travailleurs informels et les syndicalistes, et utilisées à la CIT de 2014 en Mai-Juin. L'un des objectifs de l'atelier était d'identifier des possibilités où



En la foto los participantes del Taller de Consulta Regional en el África. El taller tuvo como objetivo la recopilación de información de los representantes de los trabajadores domésticos, trabajadores basados en el hogar, vendedores ambulantes y recolectores de residuos en asuntos relativos a la formalización de la economía informal. Los participantes viajaron a Johannesburg desde Zimbabue, Kenia, Tanzania, Ghana, Senegal, y diferentes partes de Sudáfrica, Togo y Guinea

les travailleurs informels pourront participer et jouer un rôle important dans le processus de la CIT, avant, pendant et après la Conférence Internationale du Travail, et comment les syndicats peuvent les soutenir. Ceci aidera les travailleurs du secteur informel à obtenir une exposition maximale de leurs revendications.

Juan Somavia, ancien Directeur Général de l'OIT a dit que l'objectif principal de l'OIT est de promouvoir les possibilités pour les femmes et les hommes, d'obtenir un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine.

Il est donc important que les travailleurs du secteur informel obtiennent des droits et protections, qui constituent une étape importante de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Les travailleurs de l'économie informelle sont vulnérables car ils ne sont pas souvent très organisés, n'ont pas droit de négocier avec leurs employeurs, les autorités gouvernementales ou locales. Ils n'ont pas de protection sociale et souffrent souvent de lois et règlements obsolètes et inappropriés. Cette situation mène au harcèlement et à la lutte pour essayer d'échapper à la pauvreté.

L'atelier a également recueilli les avis des représentants des travailleurs domestiques, des travailleurs à domicile,



les représentants de la Fédération Internationale des Travailleurs Domestiques donnent un coup de pouce à l'atelier de WIEGO. Ils ont donné de précieux conseils basés sur leurs propres expériences



Juliana Brown Afari, en train de rejoindre la boutique ouverte dans la maison de COSATU, photo de droite qui est de l'IVHAG - StreetNet Ghana, qui est aussi vendeuse d'habits sur la rue. Melanie Samson de WIEGO, échantillonnant certains de ses habits



Le discours d'ouverture et d'accueil a été lu par Jane Barratt, Coordinatrice chargée de soutien aux affiliés et Présidente de l'équipe de travail sur les travailleurs vulnérables pour COSATU

des vendeurs de rue et des ramasseurs d'ordures sur les questions relatives à la formalisation de l'économie informelle. Les participants sont venus du Zimbabwe, du Kenya, de la Tanzanie, du Ghana, du Sénégal, du Togo, de la Guinée et de différentes parties d'Afrique du Sud.

Lors de la session de fermeture de l'atelier, la réaction des travailleurs du secteur informel a été positive. "Nous avons beaucoup appris des représentants qui avaient de l'expérience dans la CIT. Tout le monde a eu sa chance de partager son point de vue sur la façon dont se prépare et fonctionne le processus de participation à la Conférence Internationale du Travail. Nous sommes habilités et motivés, parce que l'OIT dans le passé n'a pas pris l'économie informelle au sérieux. Les travailleurs du secteur informel sont des travailleurs car ils travaillent pour gagner leur vie. Nous méritons d'avoir les mêmes droits. Nous comprenons que ça ne sera pas facile, mais nous sommes prêts à faire pression et nous espérons être reconnus par l'OIT et ses Etats membres pour le rôle combien important que nous jouons dans nos pays!"

Jane Barratt, qui est Coordinatrice

chargée de soutien aux affiliés et Présidente de l'équipe de travail sur les travailleurs vulnérables pour COSATU a déclaré que bien qu'elle est syndicaliste depuis 32 ans, on ne cesse jamais d'apprendre. "Je dois dire que dans les deux derniers jours, j'ai appris une fortune. Les camarades m'ont donné une grande connaissance de tous les défis. Je crois vraiment que grâce à votre participation, une nouvelle énergie peut être injectée dans le mouvement syndical!" A-t-elle dit.

Barratt a conclu la session en encourageant tous les participants à ne pas se décourager et continuer à aller de l'avant.

WIEGO, est un réseau international qui vise à améliorer la situation des travailleurs du secteur informel, en particulier les femmes, et StreetNet International a joué un rôle essentiel de faciliter le processus de réunir les gens afin que ces discussions puissent avoir lieu et les participants peuvent amener ce précieux savoir dans leurs pays, et les mettre en œuvre.

Il y aura deux autres ateliers qui auront lieu en Argentine et en Thaïlande.



Bien sûr, il y avait du shopping! Sur la photo, de gauche à droite se trouvent Thandiwe Xulu, de SASEWA - Afrique du Sud. Elle est aussi vendeuse. Inviolata Chinyangarara, spécialiste des activités des travailleurs à l'OIT, en train d'admirer les matériaux en perle.



Una de las tareas en la que los participantes tuvieron que trabajar. Estos son fragmentos de los puntos destacados durante sus discusiones de grupo

Sommaire

"La transition de l'Economie Informelle vers l'Economie Formelle" Atelier Régional de Consultation pour l'Afrique La voie à suivre pour les travailleurs informels	1-2
Réunion Tripartite des Experts sur la facilitation de la transition de l'économie informelle à l'économie formelle : un débat continu.	3
RIEN POUR NOUS.....SANS NOUS!	4
Atelier préparatoire de l'OIT	5
6 ^{ème} Congrès de GEFONT, Népal	6-7
SÉMINAIRE DU PROJET DE FLOW EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	8
New Affiliates: LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS COMMERCANTS INDEPENDANTS DE LA GÉORGIE	9
Région de l'Amérique latine	9
Vue d'ensemble de FUTTEINCO	10
Persecutée, la Leader des entrepreneurs Ukrainiens ne cèdera pas!	11
ACTIVITES EN AFRIQUE DU SUD ET AU ZIMBABWE	12



Par Oscar Sylva -
Président de StreetNet International

Le Conseil Administratif de l'OIT a placé sur l'ordre du jour de sa 103^{ème} Réunion (2014) de la Conférence Internationale du Travail (CIT), une discussion de « faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle » en vue de faire une recommandation. Ceci a développé certain nombre des initiatives et de débats dans le monde entier, dont une a été la réunion tripartite des experts qui a commencé en 2013, dans laquelle nous avons participé ainsi que Manali Shah et Renana Jhabvala de l'Association des Femmes Travailleuses Indépendantes (SEWA) et WIEGO. En 2014, une autre réunion a eu lieu lundi, le 30 mars et mardi 1^{er} avril 2014 comme une réunion de suivi de la réunion tripartite des experts tenue en 2013.

La réunion a accueilli 28 personnes des différents pays de l'Europe, Asie, Amérique et Afrique, ainsi que des représentants d'ACTRAV, CSI et TUCA. En Comme partie de StreetNet, bien que ne pas agir en tant que délégués directs, étaient Manali Shah de SEWA et Fatoumata Bintou de CNTS, Sénégal.

Au cours de la réunion, le nombre des

Reunion Tripartite des Experts sur la facilitation de la transition de l'économie informelle à l'économie formelle: un débat continu

réponses reçues des gouvernements, employeurs et syndicats nationaux a été discuté. Des réponses reçues il y avait 77 des gouvernements ; 93 des syndicats nationaux et 23 des employeurs. Une analyse a été faite des conclusions proposées de ce que l'OIT appelle « un projet du passage de l'informalité à la formalité », afin de savoir ce qui devrait figurer dans la recommandation. Au cours du débat, plusieurs faiblesses étaient évidentes, la principale étant le manque des points de vue du secteur indépendant, des travailleurs indépendants ou des travailleurs à leurs propres comptes.

La position des employeurs est que nous sommes « les entrepreneurs informels », « business casuel » ou « micro-entreprises » et par conséquent, ils pensent que l'informalité est une question technique et formelle d'enregistrement. Puisque les résultats des dernières consultations ont été très pauvres, nous avons eu une longue discussion pour améliorer les choses. Le président des travailleurs a dit qu'un document avait déjà été convenu et ne pouvait pas être modifié. Mon intervention était que le respect de l'accord ne signifiait pas l'ignorance de la tendance marquée à la position des employeurs, et que comme nous étions dans une réunion de discussion, nous

aurions à considérer les avantages des travailleurs de l'économie informelle au-delà des questions techniques formalistes. Ainsi des modifications ont été apportées à certaines sections du document pour dire qu'ils devraient prendre des mesures pour renforcer la capacité des syndicats représentant les travailleurs dans l'économie informelle. Autrement, la CIT ne serait plus une discussion tripartite - discutant quelque chose qui offenserait certainement les travailleurs du secteur informel. J'ai aussi demandé qu'ils reconnaissent les syndicats des travailleurs dans l'économie informelle, en notant que StreetNet International a l'adhésion de 52 syndicats nationaux.

Une recommandation ne peut pas être un outil au profit des entreprises et heurter des travailleurs dans l'économie informelle. Même Raquel Gonzales, CSI, était d'accord avec la position du Président de StreetNet, au sujet de la discussion comme étant très déséquilibrée en évaluant le statut des travailleurs de l'économie informelle.

En juin, il y aura encore des discussions sur la question et nous pensons que ce ne sera pas facile d'adopter une recommandation, lorsqu'il y a toujours de nombreuses contradictions et des points contradictoires à être aplanies.



Par **María del Carmen Aguilar** - FENTRAVIG, Guatemala

RIEN POUR NOUS.....SANS NOUS!

L'atelier de WIEGO en Amérique Latine, "organisation populaire: la clé pour l'intégration du secteur des travailleurs indépendants", a eu lieu le 18 Mars 2014. Les délégués de StreetNet des Amériques incluaient Maria del Carmen Aguilar de FENTRAVIG, Guatemala; Sandra Flores de CTCP, Nicaragua; Luz Maldonado de FEDEVAL, Pérou, et Gabriel Calandria d'AFFE, Uruguay. Les secteurs suivants étaient également représentés: les ramasseurs de déchets, les travailleurs à domicile, les travailleurs domestiques et les vendeurs de rue. L'égalité des sexes a été prise en compte dans la vision et la participation à cet atelier.

Lors de cet atelier, nous avons eu l'occasion de partager nos différentes expériences organisationnelles et réaliser le grand potentiel qui existe dans ce secteur. Les collègues d'Argentine, du secteur des recycleurs, nous ont appris une grande leçon de vie et de lutte, ils ont partagé leur expérience sur la façon dont ils ont récupéré leur travail et sont devenus leurs propres employeurs à travers la création des organisations coopératives qui leur ont permis de construire leurs propres maisons grâce à l'effort mutuel.

La discussion sur la formalisation de notre secteur, s'est apaisée sur le fait que (et nous sommes tous d'accord à ce sujet) la formalisation n'est pas seulement l'imposition des taxes directes; nous payons déjà des taxes indirectes. Ce qu'il nous faut, c'est le côté humain qui doit être pris en compte c'est-à-dire la grande valeur que nous apportons à l'économie de nos pays. Ainsi notre position à la prochaine conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sera qu'il doit y avoir une discussion

et des propositions des organisations de vendeurs (travailleurs autonomes, travailleurs pour leur propre compte et travailleurs indépendants) tels qu'on nous appelle, où nous revendiquons nos droits humains et syndicaux. Nous voulons la certitude que nous serons respectés en tant que secteur qui crée de l'emploi, avec le droit d'organiser, et mettre fin à la persécution et l'humiliation d'être étiqueté comme "problème" pour la simple raison que nous vendons sur l'espace public, qui nous appartient aussi, parce que nous faisons partie de l'économie de subsistance qui a été créée par le système socio-politique de nos pays.

Dans ce contexte, en tant qu'organisations latino-américaines participant à cet atelier, nous avons convenu que c'est seulement à travers l'identité de classe, la lutte de classe et la force organisationnelle que nous réussirons à faire en sorte que nos propositions soient entendues et prises en compte par les gouvernements

nationaux. Il est d'une importance capitale que les organisations des travailleurs indépendants (vendeurs de rue et de marché) puissent générer la solidarité afin que nous puissions surmonter la marginalisation, l'insécurité et les violations de nos droits humains et syndicaux.

Lors de l'atelier, un certain nombre de représentants de l'économie dite informelle se sont rencontrés, mais nous de StreetNet International, nous qui travaillons en permanence dans les rues, sommes un groupe qui fait face aux défis majeurs. Notre position en tant que secteur spécifique doit également être soulevée; nous risquons un danger d'uniformité si les discussions se concentrent sur "l'économie informelle" dans son ensemble. J'espère que nos représentants à la Conférence de l'OIT pourront faire valoir notre proposition. Bonne chance à eux!



En la foto, las participantes que asistieron al taller de WIEGO en Argentina; de gauche à droite est Luz Maldonado de FEDEVAL, Pérou, Gloria Solórzano de Red de Mujeres et Gabriela Calandria d'AFFE, Uruguay



Coordonnées
Site web: www.streetnet.org.za
Tel: +27 31 307 4038
E-mail: info@streetnet.org.za



Atelier préparatoire de l'OIT

Le réseau mondial de la politique de recherche-action des femmes dans l'emploi informel: Globalisation et Organisation (WIEGO) a récemment tenu trois ateliers de consultation avec les travailleurs du secteur informel, y compris les travailleurs domestiques, travailleurs basés à la maison, vendeurs de rue et collecteurs des déchets avant la conférence de l'Organisation internationale du Travail (OIT) prévue pour juin. Financée par le projet de loi de WIEGO, ces ateliers ont été organisés en mars à Johannesburg, Bangkok et Buenos Aires.

Dans l'atelier de Bangkok, les travailleurs étaient en mesure d'amener les principales préoccupations communes dans les divers secteurs et une discussion approfondie sur la définition et les critères de « formalisation ». Dans Buenos Aires, les participants aux ateliers avaient une semaine chargée en introduisant des ajouts dans la Plate-Forme des demandes mais aussi en visitant les coopératives des travailleurs du secteur informel.



Elizabeth Tang d'IDWF présente à Bangkok



Les participants à l'atelier de Bangkok



Ada, vendeur de rue d'Argentine en train de présenter sur les droits à l'éducation



Streetnet Internacional publica este boletín informativo en quatre langues pour donner les informations et opinions aux affiliés

Coordonnées

Site web: www.streetnet.org.za

Tel: +27 31 307 4038

E-mail: info@streetnet.org.za

 Trouvez-nous sur Facebook



Par Cesar Garcia Arnal
Secrétaire de StreetNet International

6^{ème} Congrès de GEFONT, Népal

Le Congrès a été effectué du 28 au 31 mars, avec l'élection des postes conclue le 30 mars.

Comme considération générale, je dois dire GEFONT se réjouit d'une santé démocratique enviable, notamment pour être le plus respectable des syndicats de Népal, si ce n'est pas le principal syndicat.

La démocratie interne, comme démontré lors du Congrès et dans l'élection officiers et dans la composition de la nouvelle direction, fonctionne bien dans cette organisation, y compris les questions du genre dans l'élection des officiers.

Je tiens à souligner dans ce rapport, l'intégration transparente de notre organisation affilié, NEST dans toute l'Union et les travaux en cours qu'ils font avec les affiliés. Aussi l'implication de Maya comme Secrétaire général dans les aspects plus techniques et Narayan sur un plan plus politique. Tous deux sont respectés par leurs collègues de l'Union comme ses membres affiliés, qui font de NEST une organisation solide et consolidée. Pour sa part, le Président de NEST fait une tâche politique louable pour son organisation.

JOURNAL DE ROUTE

Après avoir participé à l'inauguration du Congrès de GEFONT, ainsi que 40 autres invités internationaux de 40 organisations différentes, ils m'ont transmis leurs préoccupations pour les actions du gouvernement népalais, qui a interdit, sans négociation préalable, ce qu'il appelle "business dans la rue". Cette décision a entraîné le déplacement de plus de 10 000 vendeurs à l'extérieur de Katmandou, avec la perte du pouvoir d'achat pour la maintenance de leurs familles. Ceci veut dire que 10 000 familles sont devenues économiquement dysfonctionnelles avec des sévères de subsistance.

En revanche, le gouvernement a décidé que, dans les zones urbaines où la vente est autorisée, mais pas limitée comme le marché, vous pouvez vendre seulement pendant trois heures, de 17:00 à 20:00, ce qui, en quelque sorte, érode également le pouvoir d'achat de ce collectif.

Clairement, le gouvernement népalais joue pour faire tomber physiquement et économiquement ces professionnels, en les déplaçant et en limitant leurs heures de vente pour les étouffer économiquement. Le gouvernement avait un problème et a décidé d'être aveugle et sourd, les déracinant avec ces mesures antidémocratiques.

Tout ceci a été plus surprenant quand le Congrès de GEFONT lui-même, le Premier

Ministre, dans un discours de plus d'une heure, a répété plus de 25 fois: « la société Népalaise doit changer... et nous sommes le seul parti politique qui peut le faire ». Curieusement, bien qu'il ait promis l'établissement d'une commission de négociation entre le gouvernement et les vendeurs, cela n'a jamais été réalisé. Une façon curieuse de changer la société.

Le Comité central de NEST, composé des dirigeants des principaux districts de la ville, nous a demandé d'envoyer des lettres au gouvernement népalais, à Municipalité et aux principaux partis politiques, pour leur faire savoir notre opposition aux mesures prises contre notre offre d'assistance collective et notre expertise pour trouver des solutions appropriées.

Le 1^{er} avril, j'ai eu l'honneur d'être à la tête d'une manifestation, dans laquelle plus de 3 000 vendeurs de la ville de Katmandou ont participé, et de parler à ce collectif qui n'est pas actuellement protégé du tout et qui a besoin de beaucoup de solidarité.

Dans mon discours, traduit en Népal par

Maya, j'ai exprimé notre connaissance de leur situation. Je l'ai comparé avec la situation des autres pays du monde, et j'ai promis que StreetNet contacterait le gouvernement, à travers les lettres que le Conseil de NEST nous avait demandé d'envoyer, et bien sûr nous exprimerions dans ces lettres notre solidarité avec les vendeurs et le désir de travailler ensemble pour essayer de résoudre le problème.

De la plate-forme, que j'ai laissé un message au gouvernement, d'être conscient qu'aucun avenir possible pour les enfants et les jeunes sans travail pour les familles et sans la paix pour les personnes âgées, y aurait-il jamais un changement dans une société qui a soif de changement.

Dans l'après-midi avant le départ, j'ai eu une interview avec un journal hebdomadaire, dans lequel je pourrais expliquer ce qu'est StreetNet, quel le but qui nous émeut, quelle est la situation globale, ce que nous pouvons faire pour le colportage et ce que allons faire pour eux.



Comité exécutif de GEFONT



Vendeurs de rue lors d'une manifestation

J'ai eu l'occasion de présenter des observations au journaliste, à qui de la main du Président de StreetNet nous avons déjà présenté un document vindicatif de l'OIT, non scellé, puisque que le Conseil International devrait l'endosser, bien que très compréhensive et ambitieux, dans un souci des vendeurs du monde entier.

En ce cas, je pense que nous allons perdre une occasion en or, puisque dans l'Assemblée de l'OIT, nous devrions, en plus de présenter un document vindicatif, dénoncer les pays qui harcèlent les droits des vendeurs, nommant chacun d'entre eux et leurs actions contre ce groupe. Il est nécessaire que l'OIT se réalise que ces réunions ne serviront à rien si les politiques des gouvernements sont basées uniquement sur l'éradication de la vente des marchandises dans la rue.

Nous devrions cesser d'être politiquement correct, ou ça ne servira pas notre travail international. Nos membres ne nous demandent maintenant seulement pour la formation, les projets, les réunions et les voyages. Je crois qu'en outre, ils demandent l'action. Les demandes auxquelles nous ne répondons pas correctement. Nous ne sommes pas une organisation agile en réponse aux besoins, particulièrement les besoins vindicatifs de nos partenaires. Il s'agit ici d'une autre question que nous devons commencer à discuter.

RELATIONS AVEC GEFONT.



Congrès de GEFON en procession



Vendeurs de rue lors d'une manifestation

Dès le premier moment, je me sentais embrassé par la direction de GEFONT et bien sûr par les compagnons de NEST. J'ai eu plusieurs réunions avec les membres entrants et les membres sortants, ainsi qu'une conversation cordiale avec le Président de GEFONT

RELATIONS INTERNATIONALES.

Je tiens à souligner la participation internationale à ce congrès. Quarante entités, non seulement de l'Asie, mais aussi de l'Europe et de l'Amérique du Sud. Cela signifie que GEFONT est internationalement très bien connectés, et qu'ils ne sont pas isolés ou enfermés dans la zone asiatique.

Je pense que nous avons fait bon usage des relations avec ces contacts internationaux, avec des longues conversations et l'échange des cartes.

Je tiens à souligner deux contacts, celle du Liban et du Brésil.

La personne responsable de l'OIT au Liban m'a présenté le Secrétaire général du Syndicat Fenasol.

Ils m'ont dit qu'ils ont contacté beaucoup des vendeurs de rue, mais ils ne savent pas ce qu'ils devraient offrir pour les avoir organisés et adhérer au syndicat. Quand je l'ai dit de notre travail dans Streetnet, il était très intéressé par notre organisation et a

demandé une collaboration. Pour l'instant, je vais lui envoyer une lettre avec l'approbation du Président, avec un document de présentation de StreetNet et les documents de base que nous avons préparés pour l'OIT.

L'autre cas à souligner est une relation étroite que j'ai eue avec le directeur de l'Institut de coopération du CUT Brésil, qui m'a dit deux choses. L'une d'entre elles est l'élaboration d'un projet sur l'économie informelle qui a géré une collaboration tripartite entre CUT, ITUC - Afrique et ASSOTSI, dans laquelle malheureusement nous n'avons pas participé en tant que StreetNet. Cependant il m'a dit qu'il m'enverrait la documentation du projet pour voir ce en quoi nous pouvons collaborer.

Une autre question dont nous avons discutée en long et dur est celle de notre campagne au Brésil, et le directeur m'a dit qu'ils auraient pu assister dans la campagne, surtout sans avoir besoin d'embaucher une personne pour ce travail. Ils sont intéressés à faire des contacts avec les vendeurs de rue et nous serions le lien parfait.

La collaboration aurait été possible si nous avions demandé, puisque, suite à la conclusion de la Coupe du monde de l'Afrique du Sud, il a voyagé pour se rencontrer avec StreetNet et a été très bien assisté et informé du résultat économique du secteur de colportage de la Coupe du monde 2010 par la camarade Nora Wintour.

Je tiens également à souligner le manque de connaissance de notre organisation, de la part de la délégation internationale qui a participé au Congrès de GEFONT. Il y a eu beaucoup des heures de conversation dans les couloirs pour introduire proprement notre organisation. Nous ne devrions pas abandonner les relations institutionnelles.



César García Arnal et le Président de GEFONT, Bishnu Rimal



Sur la photo est César García Arnal lors de son discours aux vendeurs de rue à Katmandú.



SÉMINAIRE DU PROJET DE FLOW EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

par Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet

En 2011, StreetNet a développé une stratégie visant à établir une alliance des organisations des vendeurs de rue en République démocratique du Congo (RDC) afin qu'ils puissent être plus représentatifs. Les organisations locales devaient être éduquées afin qu'ils soient effectivement impliqués dans le processus. Après plusieurs discussions avec les trois plus grands syndicats nationaux affiliés à CSI-Afrique (CSI, UNTC, CDT), un groupe de travail a été formé pour identifier les associations des vendeurs informels qui existent en RDC. Cette phase a duré environ trois mois et a aidé à obtenir des informations importantes (noms des organisations, des secteurs des activités couvertes, membres du personnel, des listes et contacts des dirigeants, des problèmes). Après la collecte des informations, le groupe de travail a préparé un séminaire qui s'est tenu à Kinshasa, du 23 au 25 août 2013.

Cette activité était pour commencer le processus de construction d'une alliance nationale en examinant les questions essentielles pour le succès de l'alliance : critères du leadership (équilibre entre hommes et femmes, conflits d'intérêts, code de conduite) ; critères d'affiliation (sortes des organisations, adhésion, procédure de vérification) ; politiques sur les vendeurs étrangers travaillant en République démocratique du Congo ; Comment rester concentré sur les besoins des vendeurs les plus pauvres ; transparence dans la gestion financière ; équilibre régional ; création d'une

Commission temporaire des membres dans le secteur de l'économie informel avec les termes de référence et le mandat clair de réaliser ce qui doit être fait dans les prochains 18 mois.

Les séances ont eu lieu au Centre de Réhabilitation des Handicapés situé à l'Avenue des Huileries, District Gombe à Kinshasa, du 22-24 août 2013. 21 personnes, dont 12 femmes ont participé à ce séminaire.

Conformément au programme de travail, Pat Horn a fait un exposé sur le processus des alliances au Brésil, Kenya, avec KENASVIT et SAITA en Afrique du Sud. Cette présentation en clarifié des différentes étapes et leurs véracités sur le terrain.

Sibailly Maximilien Douhoure, organisateur pour l'Afrique, a fait une présentation sur StreetNet comme un exemple de la structure d'une organisation dans l'économie informelle en mettant l'accent sur les engagements de l'organisation (tenir le Congrès régulièrement, élection des membres du bureau en tenant compte du nombre des femmes et des hommes, responsabilités des différentes structures du Congrès, Conseil International, Comité exécutif, représentation des femmes dans les différentes structures et des activités des affiliés au niveau local, régional et international).

Quatre groupes de travail ont été formés pour discuter ce qui suit: leadership et gestion du processus de l'alliance, le secteur d'activité couverte, questions d'affiliation et du personnel, équilibre régional et représentation dans les provinces.



Tous les participants qui ont assisté.

Les participants ont également délibéré sur le mandat du comité intérimaire de coordination et des membres nommés du Comité. Ce Comité est composé des 5 membres, dont 3 femmes. Angélique Kipulu/LDFC a été choisie par consensus comme le Présidente du Comité de coordination.

Les sessions de l'atelier ont pris fin le 24 août.

Conformément aux recommandations des réunions, le Comité provisoire composé de 5 personnes venant dans des organisations informelles, a un mandat de 18 mois pour atteindre les objectifs suivants :

1. Populariser le travail de l'Alliance Nationale
2. Suivi des progrès en termes d'organisation dans les provinces et recruter plus des associations pour assurer l'inclusion
3. Résolution des disputes pouvant survenir entre les associations.
4. Soutenir les associations ayant des problèmes
5. Représenter temporairement des vendeurs informels où leur voix est nécessaire
6. Rapport à l'Atelier National en 2015
7. Préparation du calendrier des événements sur le processus de l'unité jusqu'à l'atelier National en 2015. Ceci inclut -
 - a) Discussion d'un projet de constitution préparé par StreetNet en incorporant les conclusions de l'atelier de Kinshasa de 2013
 - b) Organisation d'une réunion intersyndicale pour la discussion d'un programme d'organisation dans les provinces
 - c) Gestion de l'organisation du programme dans les provinces.



Pat Horn - Coordinatrice de StreetNet International (à gauche), le Comité intérimaire de Coordination et Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet à l'extrême-droite

New Affiliates

LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS COMMERCANTS INDEPENDANTS DE LA GÉORGIE



En Février 2014, le syndicat des travailleurs commerçants indépendants de la Géorgie est devenu membre de StreetNet International. Le syndicat a 500 membres et un dispose d'un grand potentiel de croissance.

Le Syndicat des travailleurs commerçants indépendants de Géorgie est une organisation non gouvernementale, qui défend les droits des travailleurs commerçants indépendants. Depuis Novembre 2001, elle est affiliée à la Confédération des Syndicats de Géorgie (GTUC).

La mission principale du syndicat est de créer le cadre législatif pour le secteur des travailleurs commerçants indépendants, de manière à leur permettre de défendre leurs droits professionnels et sociaux et d'être protégés dans leurs lieux de travail.

Mme Miranda Mandaria, la présidente,

est avocate de profession et travaille dans un service juridique de la Confédération des syndicats de Géorgie (GTUC).

«Le syndicat est tout à fait spécifique et différent des autres syndicats en vertu du fait que ce secteur d'activité est celui dans lequel il est très difficile d'attirer des membres ; il est encore plus difficile de les maintenir. Il n'existe aucune loi qui protège leurs droits, et la plupart du temps, ils n'ont pas d'employeurs. Ils ont des problèmes principalement avec les autorités locales et ils se plaignent au sujet des droits de douane élevés et les impôts à payer. En outre, 70% des propriétés sont privées en Géorgie, où les propriétaires déterminent les taxes. Dans ce cas, l'État ne peut intervenir et il est extrêmement difficile pour un syndicat de négocier avec le propriétaire », dit sœur Miranda.

Cependant, l'organisation avec son



Miranda Mandaria, présidente de l'union des travailleurs Indépendants et Commerciaux de Géorgie

leadership, protège activement les vendeurs de rue et de marché qui sont souvent victimes d'expulsions en raison de la fermeture des marchés.

70 % des membres de l'organisation sont des femmes qui travaillent activement à la promotion des droits des femmes dans le secteur informel en Géorgie. Elles travaillent également sur la ratification de la Convention n°183 de l'OIT.

Région de l'Amérique latine

Au cours de la réunion du Comité exécutif qui s'est tenue à Madrid du 11 au 12 novembre, trois nouvelles organisations ont été acceptées comme des affiliées de StreetNet International. Les nouveaux affiliés sont:



FESTIVES (Federación Sindical de Trabajadores Independientes Vendedores de El Salvador) / [Fédération des syndicats des Travailleurs Indépendants d'El

Salvador]. Cette organisation représente les besoins et les demandes des travailleurs indépendants à l'échelle nationale. Elle a été créée en 2009 et elle est affiliée à CTD (Democratic Workers Confederation of unions) / [Unions des Confédération des Travailleurs Démocratiques]. Pour plus d'informations, veuillez les contacter au : festives.2010@gmail.com



SINTRACOPEA (Sindicato de Trabajadores Comerciantes Patentados Estacionarios y Afines), Costa Rica. Il s'agit d'un syndicat de travailleurs dans le secteur du commerce informel, créé en 2010 et les affiliés à CMTC (Union Center of

Costa Rican Workers Movement) / [Union Central du Mouvement des Travailleurs de Costa Rica]. Leurs coordonnées sont: sintracopea@hotmail.com



FUTTEINCO (Federación Unitaria de Trabajadores del Turismo, Economía Informal, Comercio y Afines), République Dominicaine. Ils peuvent être contactés à futteinco@hotmail.com

Vue d'ensemble de FUTTEINCO



FUTTEINCO est une Fédération unie des travailleurs du tourisme, économie informelle et Commerce. C'est une Fédération. L'objectif principal de ses activités, est de défendre les droits et les intérêts des travailleurs dans le tourisme, économie informelle, commerce et activités y relatives, et améliorer les conditions de travail économique, moral et social de tous les travailleurs.

Il a été formé suite à une longue période de travail datant des années 90, lorsque le Conseil National de l'Économie Informelle (CONATRASINF) a été fondé et plus tard la Fédération unie des Travailleurs Indépendants commerce et activités connexes de l'économie informelle (FUTRACEINA). Ce processus a culminé dans la fondation du Congrès de FUTTEINCO, tenue le 2 avril 2011. Ceci a un rayon d'action au niveau national en République Dominicaine, et son domicile principal est sur l'avenue

José de Jesús Ravelo No 56, deuxième étage, Villa Juana, Santo Domingo, Distrito Nacional, Contact Téléphone : 809-657-6594, 809-444-6594. L'email est futteinco@hotmail.com. Pour toutes fins, l'organisation sa mission:

a) Représenter ses membres à travers ses dirigeants qualifiés avant toute institution, organisation, des personnes publiques ou privées.

b) Donner des conseils à ses membres sur les conditions de travail.

c) Organiser des programmes de bourses d'études, séminaires, ateliers, activités professionnelles et techniques pour l'amélioration de ses affiliés.

d) Promouvoir et gérer des projets de développement et des programmes visant à renforcer la Fédération, ses membres et affiliés.

Depuis la création de FUTTEINCO nous avons défendu les travailleurs les plus pauvres dans différents secteurs tels que : Des vendeurs de rue, travailleurs dans le secteur du tourisme, artisanat, nourriture, pêche, travailleurs des taxis motos, vendeurs des produits agricoles au marché et de travailleurs indépendants dans le secteur de textile (tailleurs).

Parmi les projets développés par la Fédération, il y a des projets de recherche en relation avec l' "Inclusion des Travailleurs Informels dans la Sécurité Sociale d'une Perspective du Genre". Cette recherche visait à développer une proposition qui démontre la faisabilité d'accès à la protection sociale par les travailleurs informels. Un autre sujet important a été l'étude des travailleurs migrants dans la province de San Pedro de Macoris, une province traditionnelle dans l'accueil des travailleurs migrants, nous avons étudié les travailleurs principalement dans l'économie informelle dans les différents secteurs de l'économie nationale.

FUTTEINCO a toujours travaillé main dans la main avec son président ALBERTO SANTANA, contre la maltraitance des travailleurs du secteur informel, y compris le cas particulier des vendeurs dans le secteur de l'économie informelle qui prône un espace public pour la vente de leurs produits. Une autre situation naissante est celle des chauffeurs des taxis motos. Nous luttons pour empêcher le harcèlement continu et abus par les autorités contre les collègues chauffeurs des taxis-motos dans tout le pays. Nous voulons également que le gouvernement puisse inclure ces travailleurs dans les plans de subvention de carburant parce que leur coût ne permet pas le performance économique de ce travail et ces collègues ne gagnent même pas encore assez pour un repas par jour.

Un autre cas où notre Fédération a passé plusieurs années en luttant est celui du renouvellement des licences des vendeurs dans le secteur informel et dans le secteur du tourisme ; une situation qui a donné lieu à une série de cas d'extorsion par les autorités situées dans les zones touristiques du pays ; après avoir satisfait à certaines exigences du Ministère du tourisme, ce Ministère n'a pas renouvelé les licences de ces travailleurs, malgré leur avoir de toutes les exigences et le paiement des taxes y relatifs.

ALBERTO SANTANA
Président





Persecutée, la Leader des entrepreneurs Ukrainiens ne cèdera pas!

Par Oksana Abboud, Organisatrice de StreetNet

StreetNet International exprime sa profonde préoccupation à l'égard du leader Ukrainien, Mme Valentyna Korobka qui, a été agressée verbalement et physiquement à un certain nombre de cas, à cause de sa position et activités syndicales et civiques en Ukraine.

Vendredi dernier, le 7 Février 2014, un homme inconnu a attaqué Valentyna Korobka, Présidente du Syndicat Libre des entrepreneurs de l'Ukraine (VPPU). Selon Korobka, ceci est arrivé à cause de sa position civique, ses activités syndicales, et sa participation active à l'action de protestation Kiev EuroMaid an.

Vers fin Novembre 2013, après que les autorités Ukrainiennes aient refusé de signer l'accord d'association avec l'Union Européenne, la manifestation Euro Maid an a commencé pour exprimer le mécontentement de la population. L'action de protestation a eu lieu à Maidan (place de l'indépendance à Kiev) où les habitants de la ville se réunissent pour des événements importants.

Valentyna Korobka, a contribué activement aux actions de protestation au centre de la capitale Ukrainienne, Kiev depuis son commencement. Elle a organisé des grèves des commerçants/ entrepreneurs des marchés de la capitale. Les commerçants du marché ont fermé leurs stands pour aller à Maidan et participer à ces protestations. En plus, Korobka organise régulièrement des rassemblements de soutien aux manifestants.

Selon Valentyna, le 7 Février, vers 15h00, alors qu'elle se rendait à l'Inspection fiscale de l'Etat pour soumettre les rapports requis, un jeune homme inconnu s'est approché d'elle non loin de son domicile. Ce n'était pas dans la vue du public. Il lui a demandé l'heure et quand elle voulait regarder son téléphone portable pour savoir quelle heure il était, l'inconnu l'a frappée au visage. Il a ensuite arraché ses deux téléphones qu'elle tenait, les jeta par terre et les piétina.

Korobka a dit qu'après, ce "titushka" l'a



Líder valerosa Valentyna Korobka en acción

suivi. (Titushka est un nom communément utilisé en Ukraine pour désigner des gens utilisés à des fins politiques. Ils agissent comme des mercenaires pour l'utilisation illicite de la force, ainsi que pour organiser des provocations et des bagarres).

"Il m'a frappée au visage et m'a poussée. Il a également utilisé un langage grossier en disant: "C'est pour Maidan" avant de fuir la scène. J'étais restée gisante sur le sol avec une mare de sang autour de moi, et il m'a fallu beaucoup de temps pour récupérer et me lever. Maintenant, j'ai des maux de tête constants et des douleurs autour de mon nez".

Valentyna Korobka n'a pas contacté la police parce qu'elle a soupçonné que cet assaut s'était produit à cause de son soutien actif à l'action de protestation EuroMaidan. Dimanche, elle a participé à l'assemblée du peuple

et a informé les manifestants sur l'incident. En 2012, lors d'une autre action de protestation, un policier l'a aussi agressée et l'a grièvement blessée. (Plus d'information est accessible sur ce lien <http://www.streetnet.org/za/show.php?id=372>). Il n'y a eu aucun progrès dans cette affaire et le policier accusé est toujours en service.

Avant le dernier incident concernant la protestation EuroMaidan, elle a été menacée verbalement de par sa position active. "Le gouvernement essaie de nous intimider un à un, mais je n'ai pas peur. Je n'ai pas l'intention d'abandonner, parce que je sais qu'ensemble, nous sommes une force invincible", a déclaré Korobka.

StreetNet International soutient Valentyna, Présidente du Syndicat Libre des entrepreneurs de l'Ukraine (VPPU) qui est aussi son affilié et lui souhaite un prompt rétablissement.



ACTIVITES EN AFRIQUE DU SUD ET AU ZIMBABWE

par Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet

Selon le plan de travail de StreetNet International de 2014, j'ai passé deux mois en travaillant depuis son bureau de Durban en février et mars afin de me familiariser plus étroitement avec les affiliés de StreetNet en Afrique du Sud, ainsi qu'avec ses affiliés en Afrique Australe et Orientale.

Voici quelques-unes de mes principales activités au cours de cette période :

Visite aux dirigeants d'Umbumbano

J'ai tout d'abord rencontré les dirigeants d' Umbumbano au siège de StreetNet. Ils ont inclus le Président, Mankinto Ngcobo, surnommée MaMkhize ; la Secrétaire Pearl Thokozani Olatunde ; et le Trésorier Simphiwe Msolo. Avec l'interprète, j'ai également rencontré des représentants d'Umbumbano à leur lieux de travail dans le marché de Muthi et aux ateliers aux bureaux de 'Young Mens' Christian Association' [Association des Jeunes Gens Chrétiens](YMCA) sur la plage de la mer à Durban. J'en ai profité pour discuter des questions d'organisation principalement, avec eux. À la fin de février, j'ai eu une session de travail avec les dirigeants d'Umbumbano dont le rapport annuel sera préparé et envoyé à StreetNet.

Visite de la Communauté du Sud de Durban et de l'Alliance Environnemental [South Durban Community and Environmental Alliance] (SDCEA/CSDAE).

La SDCEA est une coalition non gouvernementale des communautés et organisations environnementales, inaugurées en novembre 1995. Nous avons visité une Station de Surveillance de la qualité de l'Air d'un point où nous pouvions voir le SAPREF (Raffinerie de pétrole Shell et British / [Shell and British Petroleum]) et de la papeterie de Mondri. Nous avons également visité la région de Bluff où il y avait des fuites souterraines provenant du tuyau de la raffinerie. Par conséquent, les familles ont dû évacuer leurs maisons. Les membres de SDCEA luttent ensemble pour les normes environnementales plus élevées au sein des industries et des collectivités qui coexistent au sud de Durban. StreetNet a travaillé avec SDCEA en 2011 lors de COP17, dans des activités qui ont eu lieu à Durban.

Discussion avec Thabiso de SAIT

Ma discussion avec Thabiso était sur les développements au sein de l'Alliance Sud-Africaine des Vendeurs Informels (SAITA) depuis son inauguration en mai 2013. Suite à cette réunion, il a été convenu que la prochaine réunion mensuelle du Comité Exécutif aura lieu à la fin de février, par téléphone, avec le soutien de StreetNet. Cette



On voit l'équipe de gestion de ZCIEA avec Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet après une réunion de gestion

réunion a eu lieu le 5 février.

Visite au bureau de l'Association les colporteurs de Mangaung (MAHA)

Avec Thabiso de SAITA, j'ai visité le Secrétariat de MAHA et ai eu une brève discussion avec le Président par intérim et trois autres responsables.

Participation au séminaire du syndicat Sud-Africain des Travailleurs de la Municipalité (SAMWU)

J'ai assisté à ce séminaire avec 6 dirigeants de MAHA et 4 officiels de KhatangThema, affilié de StreetNet au Lesotho. Il a eu lieu au siège de SAMWU le 18 février. Le travail a mis l'accent sur le fonctionnement et les activités de StreetNet, SAITA, MAHA et KhatangThema. Les discussions ont mené à une meilleure compréhension des différentes organisations. Khatang était représentée par quatre participants dont 1 femme; MAHA était représenté par 6 participants y compris 2 femmes.



Atelier tenu à Rustenberg, Afrique du Sud

Autres visites

Du 4-9 mars j'ai visité Rustenberg, où j'ai animé un séminaire sur les négociations avec les municipalités, avec les dirigeants de l'association locale de vendeurs de rue.

Du 21-28 mars 2014 j'ai également visité le Point Focal de Zimbabwe pour l'Afrique Australe et Orientale. Pendant mon séjour, j'ai rencontré Wisbon Malaya, Secrétaire Général de ZCIEA, Lucia Masekesa, Présidente de ZCIEA et conseillère technique, Elijan Mutemeri, qui dirige le bureau informel de ZCTU. Nous avons visité le marché de Jambanja à Chitungwiza (35km de Harare), où il y a environ 200 vendeurs de rue. ZCIEA a lutté contre leur déplacement de leurs lieux de vente. Le 24 mars, j'ai également rencontré le Comité de Gestion de ZCIEA. L'objectif principal de cette visite était de mettre en place des facilités de Skype pour le bureau de ZCIEA et d'organiser une téléconférence du Point Focal Régional sur Skype.



Visite de SDCEA: observation de l'impact des compagnies pétrolières sur l'environnement